

(M. Ward continua son discours en faveur du libre-échange.)

Le mouvement ouvrier dans la Colombie Anglaise va croissant, et sa voix devra être entendue dans un avenir prochain. Même les Sauvages se joignent aux unions. Les travailleurs forment les trois quarts de la province. Un peuple cosmopolite est divisé en deux classes également intelligentes et industrieuses—la bourgeoisie, portée à tirer vers l'aristocratie, représente le capital, l'autre, celle qui travaille et produit celle des travailleurs. On compte beaucoup ici sur le capital américain, (et sous ce rapport la crise aux Etats-Unis nous affecte beaucoup) conséquemment le vrai capitaliste est placé en dehors de l'industrie, quoiqu'il soit vivement intéressé, surtout lorsqu'il y a conflit. Comparativement peu de patrons opèrent exclusivement avec leurs propres capitaux, ce qui est vrai aussi des compagnies à fonds social. Alors le patron et le capitaliste ne sont qu'un. Quelques patrons surtout ceux qui conduisent des affaires naissantes, ont peu d'argent et marchent sur le crédit. La grande partie des établissements appartient à la petite industrie. Le capital est activement à l'œuvre, par les bras et par l'esprit, et grâce au système social actuel, il passe les bases d'un monopole sans égal de la terre, et il empiète d'une façon qui ne fait présager rien de bon pour le travailleur. Le bucheron et le manoeuvre, avec toute la vigueur et la force de jadis, travaillent pour contrebalancer l'effet de la concurrence, et à mesure que les circonstances amènent la réduction des salaires, la lutte devient plus aigre entre patron et employé. Voilà pourquoi dans ces derniers temps un malaise se fait sentir chez les ouvriers. Il en a été ainsi du mouvement pour la réduction des heures de travail. La journée de neuf heures est généralement acceptée dans toute la province, mais dans quelques endroits la journée de dix heures est la règle pour les journaliers.

Les ressources de la province dans les parties rurales, sont encore inexploitées. On a besoin de fermiers possédant quelque capital et connaissant l'agriculture et l'élevage. Mais le progrès sera lent tant que la politique actuelle des gouvernements provincial et fédéral concernant les terres et le commerce subsistera. Par exemple la population de la province est de 100,000; le nombre d'acres de terre qui appartiennent à des particuliers est de 868,476, tandis que 79,267 sont sans culture ou servent à l'élevage. L'immigrant, parti par suite de l'inégalité des fortunes dans son pays natal, peut parcourir la province entièrement impunément pour trouver la moindre manifestation de mécontentement. Il trouve que le luxe s'étale assez bien pour un pays nouveau, et qu'il y a déjà un certain nombre de pauvres qui ne se plaignent pas. A la dernière session de la Législature, une loi semblable à celles existant aux Etats-Unis, en Angleterre et en Australie, a été adoptée pour l'établissement d'un bureau de statistiques ouvrières et pour l'établissement d'un bureau de conciliation et d'arbitrage pour le règlement des difficultés industrielles. L'intention de cette loi paraît bonne, et elle devrait faire du bien aux travailleurs, vu qu'elle pourvoit à l'arbitrage. Mais l'opinion générale des travailleurs c'est qu'elle ne représente qu'une étape vers le but que nous devons tous espérer d'atteindre. Les organisations ouvrières de Vancouver ont décidé de faire l'essai de cette loi, tout en la faisant amender plus tard afin qu'elle fasse honneur au gouvernement et à la population de cette province. Le 18 courant, on lisait ce qui suit dans le rapport du statisticien du Conseil des Métiers :

“ Les rapports reçus de plusieurs villes et villages le long de la côte conseillent aux ouvriers de tous métiers de n'y pas aller, vu qu'il y a déjà un grand nombre d'hommes qui manque d'ouvrage. Vu que le nombre de ceux qui chôment augmente continuellement, il devient évident que Vancouver et la Colombie Anglaise doivent se préparer à faire